

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 19/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELORME SARL

4 avenue André Delorme
84000 Avignon

Références :D-00202-2024/LRAR N°1A 200 983 4558 6
Code AIOT : 0006412830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2024 dans l'établissement DELORME SARL implanté 4 avenue André Delorme 84000 Avignon. L'inspection a été annoncée le 19/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les Établissements Delorme exploitaient des activités relevant de l'enregistrement et de l'autorisation, respectivement au titre des rubriques 2713 et 2760 de la nomenclature des ICPE, sans avoir fait l'objet de l'autorisation environnementale. En conséquence, M. le Préfet de Vaucluse :

- a mis en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative dans un délai maximum de 3 mois, par arrêté préfectoral du 14/04/2017,
- a suspendu les activités exercées par les Établissements Delorme sur la parcelle IP n°20, activités relevant de la rubrique 2760, par arrêté préfectoral du 25/07/2017,
- a imposé à l'exploitant, à titre de mesures conservatoires, d'évacuer les déchets stockés sur la parcelle IP n°20, dans des installations dûment autorisées, sous un délai de trois mois, par arrêté préfectoral du 25/07/2017.

Une 2^{ème} visite d'inspection a été effectuée le 11/06/2020. Lors de cette visite, l'Inspection a notamment constaté que l'exploitant n'avait pas donné suite à l'arrêté de mise en demeure en date du 14/04/2017. L'article 1 de l'arrêté du 25/07/2017 était respecté (la réception des déchets avait cessé). L'article 2 dudit arrêté imposait l'évacuation des déchets : cette prescription n'était pas respectée en totalité. Par conséquent, M. le préfet de Vaucluse a ordonné, en application de l'article L.171-7 II du code de l'environnement, la suppression des installations, la cessation définitive des activités et la remise en état des lieux par arrêté préfectoral du 25/08/2020.

Lors d'une nouvelle visite le 17/08/2021, l'Inspection a relevé en particulier les éléments ci-après :

- Les activités de stockage de déchets au titre de la rubrique 2760 sur la parcelle IP20 n'ont pas été reprises (absence de nouveaux déchets entreposés) ;
- Des déchets sont toujours déposés sur la parcelle IP20, qui n'a pas fait l'objet d'une remise en état ;
- Les autres parcelles (IM 271, 340, 341, 272) sont toujours occupées de métaux (déchets et neufs).

Une 4^{ème} visite d'inspection a été effectuée le 05/05/2022. Lors de cette visite, l'Inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant a cessé définitivement toute activité sur le site,
- les opérations de remise en état n'étaient pas finalisées.

Toutefois, considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les dernières visites d'inspection en 2021,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme.

L'Inspection des installations classées avait proposé à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Par contre, ce dernier devait tenir informé l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués.

L'exploitant a effectivement tenu informé l'inspection. Il a évacué depuis la visite du 05/05/2022 au moins 100 tonnes de déchets de ferraille (justificatifs transmis par courriel).

L'objectif de cette nouvelle visite est de faire un point de situation du site :

- contrôle de l'état du site en fonction des évacuations de ferraille annoncées,
- cadencement des évacuations (date de fin des travaux?),
- remise en état et usage futur du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SARL
- 4 avenue André Delorme 84000 Avignon
- Code AIOT : 0006412830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Établissements André Delorme exerçaient principalement des activités de stockage de déchets, de récupération et de revente de métaux et de déchets de métaux sur le territoire de la commune d'Avignon, sans bénéficier des autorisations correspondantes.

Le site est implanté en centre-ville, en zone pour partie résidentielle.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Arrêté de suppression du 25/08/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suppression	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	Tous les 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté que les opérations de remise en état n'étaient toujours pas finalisées mais avançaient petit à petit.

Considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les dernières visites d'inspection en 2021 et 2022,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier de continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suppression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suppression des installations
Prescription contrôlée : Les installations de regroupement et transit de métaux et de déchets de métaux non dangereux (relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE) et de stockage de déchets (relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE) sises 4 avenue André Delorme à Avignon exploitées par la société des Établissements André Delorme, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 4 avenue André Delorme à Avignon sont supprimées et remises en état dans un délai de trois mois et dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Cette remise en état comprend impérativement l'évacuation des déchets présents sur le site.
Constats :

Lors de la visite du 19/02/2024, l'Inspection a constaté que :

- sur la parcelle IP20, débarrassée de la quasi-totalité des déchets, il demeure encore quelques déchets devant le hangar et l'appentis, situés au Nord de la parcelle. Et, que malgré le nettoyage du sol (cf. rapport d'inspection du 05/05/2022), il reste des fragments métalliques en nombre au sol.
- Les autres parcelles (IM 271, 340, 341, 272) sont toujours occupées de métaux (déchets métalliques et pièces neuves). L'Inspection note toutefois que des métaux ont été évacués depuis la précédente inspection, le 05/05/2022.

M. DELORME a transmis régulièrement par courriel à l'inspection les justificatifs d'évacuation de la ferraille dans des installations de valorisation (factures d'élimination) qui porte à au moins 100 tonnes de déchets de ferraille évacués depuis la visite du 05/05/2022. Si, on les ajoute aux 36 tonnes de métaux et déchets métalliques qui ont été évacués depuis la dernière inspection du 17/08/2021, on obtient 136 tonnes.

L'exploitant qui ne dispose toujours pas de ressources suffisantes pour réaliser rapidement la remise en état des terrains, effectue néanmoins les évacuations même si c'est à rythme lent.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé à l'inspection que des négociations pour l'achat de ses terrains sont en cours (divers promoteurs immobilier seraient intéressés). L'inspection a demandé à l'exploitant de la tenir informée dès que les ventes auraient lieu afin de poursuivre la procédure de cessation en bonne et due forme.

Aussi, comme à la précédente inspection en date du 05/05/2022, considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis les 2 dernières visites d'inspection en 2021 et 2022,
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier de continuer d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : tous les 2 mois